CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 20 novembre 1984

La séance est ouverte à 11 heures.

• (1105)

[Traduction]

LE DISCOURS DU TRÔNE

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend le débat, interrompu le lundi 19 novembre, de la motion de M. Ken James: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours qu'elle a fait à l'ouverture de la session.

M. Simon de Jong (Regina-Ouest): Monsieur le Président, dans le discours que j'ai prononcé hier soir avant l'ajournement du débat, j'ai cité un extrait de la déclaration des évêques du 5 janvier 1983. J'expliquais à la Chambre que le discours tenu alors était le même que maintenant. Par exemple, nous entendons dire que nous devons être plus productifs, que le secteur privé est le moteur de la croissance et de la relance économiques, que nous devons le rendre plus concurrentiel et lui permettre d'accroître ses bénéfices, sans quoi il ne peut y avoir de reprise économique. Les évêques ont souligné dans leur déclaration qu'on demandait aux travailleurs, aux chômeurs, aux jeunes et à ceux qui vivent d'un revenu fixe de faire de plus en plus de sacrifices au nom de la reprise économique, alors que ces personnes sont les principales victimes des mises à pied, des restrictions salariales et des coupures dans les services sociaux. Ils ont également déclaré qu'il n'y avait aucune raison de croire que les travailleurs pourront éventuellement bénéficier réellement des sacrifices qu'on leur impose. En effet, même si les entreprises récupèrent et augmentent leur marge de profit, il est fort probable qu'elles investissent dans de nouveaux moyens technologiques réduisant ainsi la main-d'œuvre, qu'elles exportent ces profits vers d'autres pays ou encore qu'elles les engagent dans le marché de la spéculation.

Les évêques et les membres de notre parti envisagent une autre façon de faire fonctionner la société. Permettez-moi de vous citer un autre extrait de la déclaration des évêques:

Il existe évidemment d'autres façons d'envisager notre avenir industriel et d'organiser notre économie. Nous ne prônons pas ici un arrêt du progrès technologique mais plutôt un réaménagement des valeurs et priorités du développement économique. Une autre stratégie économique pourrait par exemple accorder la priorité à la satisfaction des besoins de tous les citoyens, aux valeurs du travail humain, ainsi qu'à une répartition équitable de la richesse et du pouvoir entre les gens et les régions. A quoi ressemblerait un autre modèle de développement en vertu duquel l'accent serait mis sur les formes socialement utiles de production, les industries à fort coefficient de main-d'œuvre, l'utilisation d'une technologie moyenne, l'autosuffisance, la propriété et le contrôle communautaires des industries, de nouvelles formes de propriété et de gestion ouvrières, ainsi que sur l'utilisation des ressources énergétiques renouvelables?

Pourtant, dans le discours du trône et l'exposé économique, nous constatons une orientation diamétralement opposée. Le gouvernement ne vise pas à l'autosuffisance, étant donné qu'il limite le programme d'isolation des maisons, la recherche et le développement de technologies nouvelles notamment dans le

domaine de l'énergie. Il s'agit de mesures régressives, de mesures qui nous obligent à compter davantage sur les mégaprojets énergétiques capitalistes. Cela réduit le potentiel d'autosuffisance et la protection des citoyens.

Comme nous le constatons de nouveau dans le discours du trône et l'exposé financier, le gouvernement croit que la reprise économique du Canada sera possible uniquement grâce aux grandes multinationales. C'est une idée fautive, monsieur le Président. C'est une approche qui a été expérimentée en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, en Grande-Bretagne, au Chili et dans bien d'autres pays. Elle s'est révélée désastreuse pour les simples travailleurs. Je dois avertir le gouvernement que s'il poursuit dans cette voie, il détruira le tissu économique et social du Canada. Les pauvres et les travailleurs devront se révolter contre leur sort.

La population a mandaté massivement le gouvernement pour qu'il apporte des changements. Les Canadiens veulent qu'il trouve de nouvelles solutions pour assurer notre développement économique. Ils ne veulent pas de la reaganomie appliquée aux États-Unis. Ils ne veulent pas des conflits ouvriers qui se sont produits en Grande-Bretagne.

J'exhorte donc le gouvernement à faire volte-face et à trouver, dans un esprit de coopération, une nouvelle orientation pour le Canada, une orientation que les simples citoyens pourront approuver et qui sera basée sur la justice et l'égalité pour tous.

M. le vice-président: Questions ou commentaires?

M. Stackhouse: J'ai un commentaire à faire, monsieur le Président. Comme le député, je me demande si le virage technologique n'entraînera pas pour nous la perte d'emplois. Quant aux remarques du député, elles m'incitent à lui donner un avertissement: mettre trop l'accent sur le travail de l'homme n'est guère mieux que de donner la priorité exclusivement aux industries de capital. Si le député est déjà allé dans des pays comme l'Inde, pays que j'ai eu l'occasion de visiter, il verrait des projets qui nécessitent énormément de main-d'œuvre. Des équipes d'hommes et de femmes construisent des routes sans utiliser de machines, car ils n'ont que des marteaux pour concasser la pierre des terrassements. C'est le seul travail répétitif et monotone que ces gens-là peuvent faire et plusieurs générations de leurs descendants sont condamnées d'avance à ne faire rien d'autre. Mais si l'on va ailleurs dans ce grand pays qu'est l'Inde, on constate que le niveau de vie est de beaucoup supérieur à celui que je viens de décrire, à cause du progrès technologique à l'origine d'énormes industries et entreprises capitalistes. Dans les pays de l'Ouest, nous essayons d'établir un équilibre de façon à marcher de pair avec le progrès et l'expansion technologiques, et même d'améliorer le niveau et la qualité de vie au Canada, sans pour autant réduire indûment les possibilités d'emploi.